

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

**AGI** SOCIETE DE BOURSE  
AFRICAINNE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION  
Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre en hausse**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Togo**

**Le gouvernement veut durcir les sanctions contre les auteurs de faux billets**

Au Togo, le gouvernement durcit le ton contre les faux-monnayeurs. C'est ce qui transparaît du dernier Conseil des ministres, hier ... • (Page 10)

**Epargne**

**Comment économiser de l'argent au quotidien ?**

Economiser au quotidien ne dépend que de vous, et nous vous proposons dans cet article quelques conseils qui vous faciliteront la tâche. L'inflation augmente chaque ... • (Page 06)

**Marché boursier de l'UEMOA**

• (Page 03 & 04) **Perspectives économiques**

**De nouvelles performances enregistrées à la Brvm en 2022**

**La Banque mondiale revoit à la baisse la croissance du PIB**

Selon les dernières Perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale, la croissance marque ... • (Page 11)

**Mobilisation de ressource financière**

**L'épargne atteint 20% du PIB en 2022, selon l'Amf-Uemoa**

Dans le cadre de la célébration des 25 ans de l'Amf-Uemoa, le président de l'Autorité ... • (Page 11)

**Projet de renforcement**

**La Bad note une avancée globalement « satisfaisante »**

Le Projet de renforcement du système de répartition et de distribution de la Sbee connaît des progrès « notables », en dépit du retard accusé dans la construction des ouvrages électriques ... • (Page 02)

**Macroéconomie**

**Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire, RDC en mode résilience**

Croissance, inflation, solde budgétaire... En dépit de la conjoncture mondiale défavorable, les pays africains devraient ... • (Page 04)



• Le président de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE

**Enseignement technique et professionnel au Bénin**

• (Page 10)

**Dr Zul-Kifl Salami pour l'accélération des travaux de construction à l'UNSTIM d'Abomey**



**Taux de change du Fcfa XOF offert par**



Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13



## Projet de renforcement du système de distribution de la Sbee

## La Bad note une avancée globalement « satisfaisante »

Le Projet de renforcement du système de répartition et de distribution de la Sbee connaît des progrès « notables », en dépit du retard accusé dans la construction des ouvrages électriques, selon la Bad.

• Aké MIDA

Le Projet de renforcement du système de distribution de la Sbee (Presredi) avance globalement, malgré le retard constaté dans le démarrage des travaux de construction des ouvrages électriques de distribution de haute, moyenne et basse tensions (Hta/Bt) et de transport (63 kV). D'après le dernier Rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats (Eer) du projet publié par la Banque africaine de développement (Bad), partenaire financier, les processus de recrutement des entreprises ont été achevés, les différents contrats ont été signés et sont en cours d'exécution. La mise en service des ouvrages électriques dont une importante partie des équipements a été déjà livrée sur les sites, est annoncée pour fin 2023.

Ainsi, l'objectif de développement du projet sera atteint à la date de clôture du projet fixée à fin 2024, selon Eric Pregnon, chargé de projet à la Bad et auteur du rapport. « Le projet est en très bonne voie d'atteindre les valeurs cibles des différents indicateurs (...) La plupart des effets ne seront perceptibles qu'après l'achèvement des travaux », souligne-t-il. Le retard qu'accusent les chantiers de construction, signale le chargé de projet, était principalement dû aux longs délais et aux difficultés dans les procédures de recrutement des entreprises pour la fourniture des matériels et la réalisation des travaux.

Initialement prévu pour une durée d'exécution de 36 mois, entre 2018 et 2020,



pour un coût estimé à 21 milliards F Cfa, le projet vise à améliorer la qualité de la fourniture d'électricité au Bénin et réduire les pertes globales d'énergie évaluées à 23 % en 2015 dans les réseaux de répartition et de distribution de la Sbee. Il est cofinancé par le Fonds africain de développement (Fad) du Groupe de la Bad sous forme de don et de prêt à hauteur de 43 %, l'Agence française de développement (Afd) à 47 % et une contrepartie de la Société béninoise d'énergie électrique (Sbee) de 10 %.

#### Cibles

Le Presredi prévoit le renforcement de deux sous-stations 63/15 kV existantes par l'installation d'un nouveau transformateur 63/15 kV de 20 MVA à Akpakpa et d'un nouveau transformateur 63/15 kV de 40 MVA à Gbégamey en vue d'assurer la sécurité des sous-stations en cas d'indisponibilité du seul transformateur 63/15 kV en service. Une ligne aérienne de 63 kV sera construite sur l'axe Lokossa – Hagoumé (30 km) par le prolongement de la ligne alimentant le poste 63/20 kV Ceb de Lokossa afin d'accroître le

taux d'accès à l'électricité. La création d'une nouvelle sous-station 63/20 kV équipée d'un transformateur de 20 MVA à Hagoumé contribuera à améliorer le niveau de tension dans le Mono-Couffo.

Le projet contribuera également à l'extension des réseaux de distribution en moyenne et basse tensions de la Sbee dans les zones ciblées, afin de permettre à la Sbee de disposer d'un potentiel supplémentaire de 40 000 nouveaux abonnés et de réaliser 10 000 branchements au profit des ménages. Tout cela devrait assurer l'accessibilité à l'électricité à quelque 212 000 habitants dont au moins 109 000 femmes et aux commerces, entreprises, usines et industries implantées dans les communes de Cotonou (département du Littoral), de Porto-Novo, d'Akpro-Misséré et de Sèmè-Kpodji (Ouémé), de Lokossa (Mono), de Dogbo, de Djakotomey, de Klouékanmè et de Toviklin (Couffo), d'Abomey, de Bohicon et de Zogbodomey (Zou). Il prend aussi en compte la formation des agents d'exploitation et de maintenance et du personnel chargé des études à la Sbee.

## AUX DECIDEURS...

### Une dynamique économique rompue

Le stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou à Cotonou qui scelle l'amitié entre le Bénin et la Chine, est devenu au cours de ces 20 dernières années, un véritable centre commercial. Sa galerie qui ceint les infrastructures sportives (le palais des congrès, la piscine, les nombreuses aires de jeux dont celles du Law tennis et du football), est constituée de boutiques, de débits de boissons, de restaurants, qui s'alternent avec les agences de tourisme et voyages, de banques, d'assurances et de réseaux de téléphonie mobile. Dans cet univers qui défie l'esthétique et où l'on côtoie quelque fois des velléités d'insécurité qui perturbent la quiétude de belles de nuit, le désordre était quasi-total. En effet, les belles de nuit ont fait de la façade extérieure du stade la vitrine d'exposition des rondeurs et d'attraction de bites. Elles ne manquent pas de faire de bons chiffres d'affaires. Les vendeurs ambulants dont certains sont animés d'intentions malveillantes se pavanent à longueur de journée sur l'esplanade et il n'est pas rare que se signalent des vols de biens précieux de certains usagers. Dans cet environnement hostile à la quiétude aussi bien des belles de nuit que des usagers de la galerie marchande, le stade de l'amitié de Kouhounou offrait l'occasion aux promoteurs d'entreprises de brasser pour les uns quelques dizaines de mille et pour d'autres des centaines de mille voire des millions de francs CFA au quotidien. Avant le déguerpissement de juin 2022, il était loisible aux usagers du stade de l'amitié de Kouhounou de se ravitailler en tout ou presque tout : vêtements, chaussures, bijoux, articles de bureau, ustensiles de cuisine etc. Il servait aussi souvent de lieu d'escale pour nombre de fonctionnaires qui résident sur le territoire de la commune d'Abomey-Calavi. En effet, pour éviter le go slow à la fermeture des bureaux, nombre de fonctionnaires en partance sur Ouidah ou Abomey-Calavi observaient la pause stratégique pour éviter le stress. Entre 19h et 21h, ces derniers prennent beaucoup de leurs rendez-vous sur l'esplanade du stade de l'amitié avant de regagner sereinement leur résidence après avoir participé à faire fonctionner l'économie de la soirée. Malgré les services que rendait l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou, le moment était venu de revoir la structure de sa galerie marchande. Or, il est impossible de faire des omelettes sans casser des œufs. D'où la rupture de la dynamique commerciale qui y a régné pendant plusieurs lustres. Chaque agent commercial a trouvé un nouvel espace foncier pour poursuivre ses activités. L'ancienne chaîne est rompue certes. Il est à souhaiter que les travaux de réhabilitation du stade de l'amitié se fassent rapidement afin d'offrir une nouvelle galerie marchande aux usagers qui ont pris goût à fréquenter l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Forum économique de Davos : L'Afrique courtise les investisseurs étrangers avec sa Zlecaf

Après deux ans de report dû surtout à la pandémie du coronavirus, le Forum économique mondial a rouvert ses portes, en début de semaine à Davos, petite station de ski des Alpes suisses sur le thème « Coopération dans un monde fragmenté ». Ainsi, grands décideurs économiques, chercheurs, experts, personnalités politiques, membres de la société civile, investisseurs ... y échangent sur la situation économique mondiale. Ceci dans un contexte marqué par des incertitudes avec la pandémie du coronavirus, la guerre en Ukraine, le dérèglement climatique ou encore la guerre commerciale entre les Etats Unis et la Chine



## Marché boursier de l'Uemoa

## De nouvelles performances enregistrées à la Brvm en 2022

(La BRVM consolide son rang de 6e bourse africaine)

La Bourse régionale des valeurs mobilières (Brvm) a enregistré des performances record au cours de l'année 2022 sous le leadership de son Directeur Général Dr Edoh Kossi Amenounvé. Ce qui a permis à la bourse régionale de consolider sa 6ème place des bourses africaines en termes de capitalisation boursière après les Bourses de Johannesburg, du Nigéria, du Maroc, de l'Égypte, et du Kenya. Le DG de la BRVM a présenté ce mercredi 18 janvier 2023, lors d'une conférence de presse, l'évolution en 2022 et les Perspectives pour 2023 à la BRVM.

● Abdul Wahab ADO

Les signaux sont au vert à la bourse commune aux huit économies de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) en 2022. A l'occasion de la présentation des évolutions du marché, le DG de la Bourse régionale des valeurs mobilières (Brvm) a fait savoir que « malgré un contexte macroéconomique particulièrement difficile caractérisé par des hausses sans précédent des taux directeurs de la plupart des Banques Centrales pour lutter contre la poussée inflationniste généralisée à travers le monde, la BRVM a plutôt enregistré une évolution positive avec tous ses indicateurs dans le vert lorsque les principales bourses mondiales se sont affichées dans le rouge ». Le Patron de la bourse a précisé qu'au 31 décembre 2022, la BRVM c'est : une progression de 7,86 % de l'indice BRVM 10 comparé au 31 décembre 2021 ; une progression de 0,46 % de l'indice BRVM Composite sur la période sous revue ; l'introduction en bourse de Orange Côte d'Ivoire avec une capitalisation de 1431,23 milliards de FCFA, soit le 21ème IPO sur la BRVM depuis 1998, le 10ème IPO d'une entreprise ivoirienne et le 5ème et dernier IPO sur les bourses africaines en 2022 ; une capitalisation boursière du marché des actions portée à 7 560,177 milliards de FCFA (+24,23 %) avec 46 sociétés cotées ; L'admission de 19 lignes obligataires pour un montant de 2 469,06 milliards de FCFA portant la capitalisation du marché obligataire à 8 926,897 milliards de FCFA (+23,18 %) ; un volume de transaction qui a progressé de 3,02 % avec 255,22 millions de titres échangés en 2022 contre 247,73 millions de titres en 2021, pour une valeur de 469,637 milliards de FCFA.

Outre ces indicateurs, explique-t-il, la BRVM a poursuivi en 2022, la mise en œuvre de ses différentes actions stratégiques : lancement du Code de bonne gouvernance des sociétés cotées (15 mars 2022) ;

lancement de la BRVM TV (27 mai 2022) ; Organisation des BRVM Awards (les 8 et 9 juin 2022 à Dakar) ; signature d'un MoU entre la BRVM et la Bourse du Luxembourg (14 septembre 2022), etc. Plusieurs avancées ont également été notées dans la conduite des projets de création de la Bourse des Matières Premières Agricoles de Côte d'Ivoire et d'un marché de produits dérivés à la BRVM. « Face à cette évolution satisfaisante, j'ai indiqué que la BRVM s'attèlera en cette nouvelle année 2023, à œuvrer davantage pour : l'élargissement de l'offre avec l'admission de nouvelles sociétés dont des PME, le développement de la demande de titres surtout par les particuliers ainsi que la poursuite du projet d'interconnexion des bourses africaines (AELP) pour donner accès à nos investisseurs à un marché plus large, plus profond et plus liquide », a conclu le DG de la BRVM. De plus, la bourse a consolidé sa place de 6ème rang en Afrique, a fait savoir son Directeur Général Dr Edoh Kossi Amenounvé.

**Quid des records de progrès en 2022 ?**

L'année 2022 a été l'une des meilleures pour la BRVM. La Bourse Régionale a admis à sa cote en fin décembre 2022 précisément le vendredi 30 décembre 2022, Orange Côte d'Ivoire avec une capitalisation à l'introduction de 1 431,23 milliards FCFA, un record depuis la création de la BRVM. Il faut préciser que cette nouvelle introduction par la cession d'une partie de sa participation au capital d'Orange Côte d'Ivoire, dans le cadre du processus de privatisation des entreprises à participation publique initié par l'Etat de Côte d'Ivoire depuis plusieurs années, a pour objectifs, entre autres, de promouvoir l'actionariat populaire, d'accroître la notoriété d'Orange Côte d'Ivoire auprès de la communauté financière et du grand public et de contribuer au développement du Marché Financier Régional de l'UEMOA. L'AELP a lancé la plateforme AELP



● Le Directeur Général de la BRVM, Dr Edoh Kossi Amenounvé

Link dans le cadre du projet d'intégration des marchés de capitaux africains qui vise à faciliter les transactions transfrontalières et la libre circulation des capitaux sur le continent africain. La plateforme d'interconnexion permet la négociation de titres cotés en bourse sur les sept (7) places boursières participantes. Commentant la mise en service de la plateforme, le Président de l'ASEA, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, a déclaré : « La mise en service de AELP Link est une étape historique vers la réalisation de la mission de l'ASEA, d'engager les écosystèmes des marchés de capitaux africains afin de favoriser la mobilisation de ressources, de promouvoir la durabilité et de renforcer l'inclusion financière au profit du développement économique de l'Afrique.

**Remise des certifications Elite aux PME**

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA a procédé à la remise des certifications Elite aux PME de son programme Elite BRVM Lounge en collaboration avec la Bourse de Casablanca. C'était au cours d'une cérémonie tenue ce 13 octobre 2022 à Abidjan sous la Présidence du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME de Côte d'Ivoire. Il s'agit de vingt-trois PME certifiées Elites issues des différents pays de l'UEMOA dont quatorze ont reçu, au cours de la cérémonie, le précieux

sésame : AGETIP-BENIN, ATC-IB, BENIN-PETRO et IMPRIMERIE TUNDE (Bénin) ; BBS FIRST SECURITY, DAFANISA et GENERALE DES ASSURANCES (Burkina Faso) ; GAS AND OIL, PETRO IVOIRE et SIAG (Côte d'Ivoire) ; AZALAI HOTELS (Mali) ; ITECH SOLUTIONS, MINEEX et NEUROTECH SA (Sénégal). Les neuf autres PME certifiées du programme recevront leur certificat dans les prochaines semaines. Il s'agit de : ISOCEL (Bénin) ; ASI-BF SA (Burkina Faso) ; COFINA, HYPERRACCESS SYSTEM et PKL (Côte d'Ivoire) ; LA LAITERIE DU BERGER, NUMHERIT et TECHNOLOGIES SERVICES (Sénégal) ; SODIGAZ (Togo). Cette cérémonie a également été marquée par la certification de cinq PME du Programme Elite Maroc, à savoir : AMA DETERGENT, FORGES DE BAZAS, IGASER, MOBILBLANC et SOREMAR ; marquant ainsi l'excellente coopération entre la BRVM et la Bourse de Casablanca.

**Signature de partenariat avec des bourses en Europe en 2022**

Dans le cadre d'une visite officielle qu'elle a effectué au Luxembourg, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a signé un protocole d'accord (MoU) avec la Bourse de Luxembourg (LuxSE). Ce protocole d'accord, qui met essentiellement l'accent sur la finance durable, marque la première étape officielle de

ce que l'on espère être une longue coopération visant à renforcer la finance durable dans la zone UEMOA. « La finance durable représente une opportunité de financement pour les pays émergents car ils ont la possibilité d'attirer un nouveau type d'investisseurs, qui autrement n'auraient pas été intéressés par leurs émissions obligataires. C'est pourquoi, je me réjouis de la signature de ce protocole d'accord avec la Bourse de Luxembourg pour le développement de la finance durable au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine », a déclaré Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM. Plusieurs activités ont été menées en 2022 sous le leadership de Dr Edoh Kossi AMENOUNVE. Il s'agit, entre autres, de la cérémonie de distinction des BRVM AWARDS 2022 qui s'est déroulée jeudi 09 juin au Terrou-Bi Hôtel Resort de Dakar. Les acteurs du Marché Financier Régional (MFR), rassemblés pour l'occasion, ont pu tirer des enseignements après une année d'intense activité boursière.

**« BRVM TV » lancée en 2022**

L'année 2022 a été riche en couleur pour la BRVM. Car, il y a également le lancement officiel de la chaîne de télévision numérique en ligne de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), dénommée « BRVM TV ». BRVM TV fait désormais partie du paysage médiatique de la zone

UEMOA et se positionne comme un accélérateur de la diffusion de l'information boursière et de l'amélioration de la culture financière et boursière au sein des populations. La mise en place de cette chaîne de télévision numérique s'inscrit dans le cadre des missions fondamentales de la BRVM à savoir la promotion et le développement du Marché Financier Régional.

**Un Code de Gouvernance des Sociétés cotées à la BRVM adopté en 2022**

Le lancement officiel du Code de Gouvernance des Sociétés cotées à la BRVM en mars 2022 à Abidjan, fruit de la collaboration entre la Bourse Régionale de Valeurs Mobilières (BRVM) et la Société Financière Internationale (SFI) a été une réussite. L'adoption de ce Code de Gouvernance pour les sociétés cotées à la BRVM est une étape importante dans le processus de maturation du Marché Financier Régional de l'UEMOA qui s'approprie, par la même occasion, les standards propices au développement durable des entreprises. Ce Code de gouvernance comprend onze (11) principes fondateurs liés : (i) à l'information des actionnaires de façon pertinente et compréhensible ; (ii) au libre exercice des droits d'actionnaires particulièrement au cours des Assemblées Générales ; (iii) aux relations entre le Conseil d'Administration et le Directeur Général basées sur la confiance ; (iv) à la mise en place d'un Conseil d'Administration complet, intègre, disponible et suffisamment indépendant qui s'assure de sa diversité ; (v) aux règles de fonctionnement claires du Conseil d'Administration et respectées par ses membres ; (vi) à la dotation du Conseil d'Administration en comités spécialisés ; (vii) à la composition et la compétence des membres du Comité d'Audit ; (viii) à la vigilance dans le choix des mandataires sociaux et leur rémunération ; (ix) à la prise en compte des intérêts des parties-prenantes dans le processus de prise de

Suite à la page 04



## Marché boursier de l'Uemoa

## 2022, l'année des records à la BRVM

décision ; (x) à la vigilance sur les questions d'éthique, d'intégrité et de conflits d'intérêts et (xi) à l'évaluation régulière de la gouvernance et au reporting de la mise en œuvre du Code de Gouvernance par le Conseil d'Administration.

Il y a eu également au cours de l'année 2022, la signature d'un accord de don entre le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) et le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce don destiné au financement du projet de digitalisation des opérations d'Appel Public à l'Épargne (APE) sur le marché primaire du Marché Financier Régional de l'UEMOA, a pour objectif la mise en place d'une solu-

tion automatisée pour gérer les processus opérationnels de la phase de souscription aux APE.

## Célébration des femmes à la Brvm

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) ont célébré en mars 2022, pour la 8ème fois consécutive, la Journée Internationale des Droits de la Femme, à l'instar des places boursières à travers le monde, sous le concept "Ring the Bell for Gender Equality". Pour l'édition 2022 sous le thème : « L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable », la BRVM et le DC/BR ont été honorés de la participation effective de



Monsieur Félix ANOBLE, Ministre de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel de Côte d'Ivoire ainsi que celle de Madame Antonia NGABALA-SODONON, Représentante Résidente de l'ONUFEMMES en Côte d'Ivoire.

## L'année 2023 s'annonce

## plus radieuse

La BRVM a démarré l'année 2023 avec des innovations. Il y a de nouveaux Compartiments sur son marché Actions (« Prestige », « Principal » et « Croissance ») et deux nouveaux indices boursiers (« BRVM 30 » et « BRVM Prestige »). Cette nouvelle configuration du marché

s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques de la BRVM visant à rendre le marché plus attractif, à s'adapter aux évolutions des marchés de capitaux et à se conformer, sans cesse, aux meilleurs standards internationaux dans son secteur. Le marché Actions de la BRVM est organisé en trois compartiments définis suivant de nouveaux critères plus représentatifs de l'évolution du marché, et prenant en compte le niveau de la capitalisation boursière, du flottant et le respect des obligations de diffusion d'information financière ainsi que les exigences d'historique de comptes certifiés et de bénéfice net. Pour être éligibles au Compartiment Prestige, les

sociétés cotées doivent justifier, entre autres, d'un minimum de 10 ans d'activité, d'une capitalisation boursière d'au moins 50 milliards de francs CFA, d'un flottant d'au moins 20% du capital, correspondant à un minimum de 4 millions de titres, de la publication régulière et dans les délais prescrits de toutes les informations financières requises sur l'exercice précédent et de leur engagement en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Le compartiment Prestige regroupe ainsi les valeurs phares du marché des Actions. Quant au Compartiment Croissance, il est destiné à accueillir les PME et les entreprises à fort potentiel de croissance.

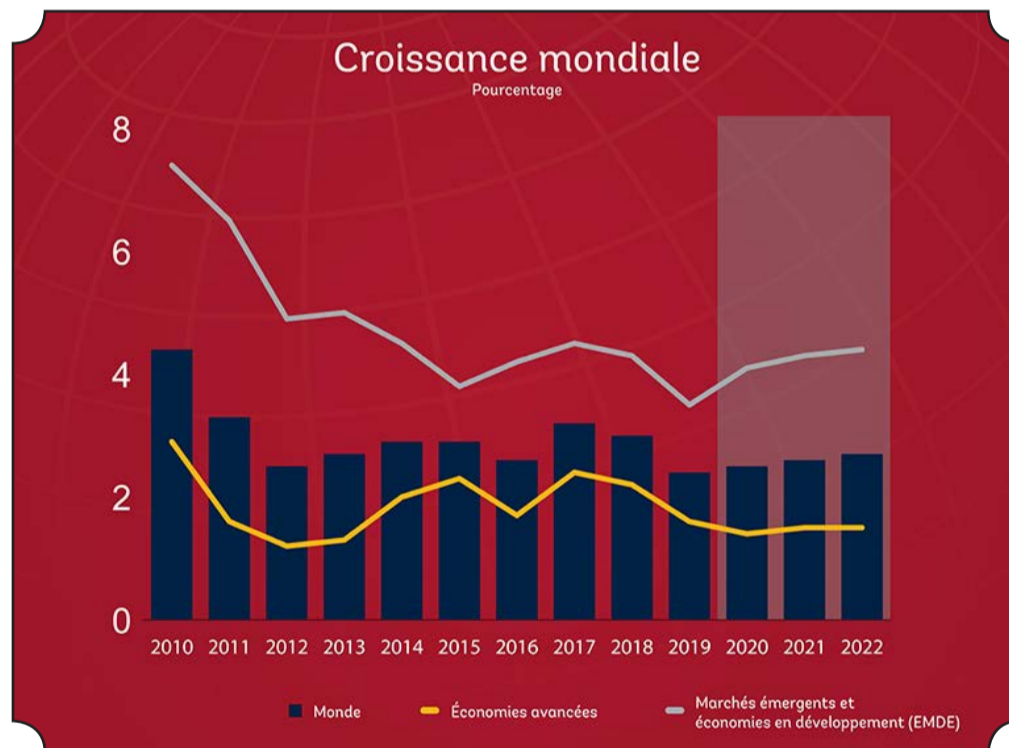
## Macroéconomie

## Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire, RDC en mode résilience

**Croissance, inflation, solde budgétaire... En dépit de la conjoncture mondiale défavorable, les pays africains devraient afficher une certaine résilience en 2023 et 2024, après une année de ralentissement, selon la toute première étude sur les performances et perspectives macroéconomiques du continent.**

En 2023, le continent africain pourrait enregistrer une croissance moyenne de l'ordre de 4%, en légère hausse comparé à 2022 (3,8%), une année marquée par le ralentissement en raison du cocktail de chocs intérieurs et extérieurs avec lesquels les pays ont dû composer. Ces pronostics, qui sont en ligne avec l'optimisme du Fonds monétaire international (FMI) pour la région -en dépit de la récession attendue dans un tiers des économies du monde, émanant de la Banque africaine de développement (BAD) qui a publié ce 19 janvier le tout premier rapport sur les performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique, une étude qui sera réalisée deux fois par an avec comme cibles les décideurs et investisseurs internationaux, ainsi que tous les partenaires du développement du continent.

Les auteurs de l'étude rappellent toutefois que la performance économique du continent depuis l'an dernier est supérieure à la croissance moyenne de 2,9 % enregistrée en 2019, soit avant que ne



surviennent les différents chocs qui feignent d'alourdir la machine du développement depuis trois ans. Entre autres, la pandémie de Covid-19, les conflits en cours dans plusieurs pays africains, le conflit russo-ukrainien et ses incidences sur les chaînes d'approvisionnement et les prix des matières premières.

Selon l'étude, les principaux indicateurs macroéconomiques sont attendus au vert pour plusieurs pays en 2023 et 2024. Le Niger et le Sénégal devraient dégager une croissance moyenne

de 9,6% et 9,4%, tandis que l'inflation devrait y être faible, de 2,9% et 3,1%. La Côte d'Ivoire (7,1% et 3,1%), le Bénin (6,9% et 2%), le Togo (6,3% et 3%) devraient également connaître une bonne croissance économique avec un faible niveau d'inflation sur les deux prochaines années. « Le continent se porte bien malgré tout. Après la contraction de la croissance du PIB réel l'année dernière, les chiffres attendus n'ont pas seulement l'air positifs, mais peuvent vraiment rendre fiers. Le continent va de l'avant », a commenté le

professeur Kevin Urama, Vice-président et économiste en chef de la BAD lors d'un point de presse hybride organisé ce jeudi.

## L'inflation en question

Ces pays réaliseraient une performance exceptionnelle en termes d'inflation, car après un taux moyen continental de 13,8% en 2022, ce dernier devrait descendre 8,8%. En revanche, plusieurs pays africains bien qu'affichant une croissance au-dessus des 6%, devraient faire face à

une forte inflation. C'est le cas de la République démocratique du Congo (RDC) où le PIB devrait bondir de 6,8 en moyenne sur les deux ans, mais l'inflation moyenne serait de 7,7%, contre 13,1% au 31 décembre 2022. Pire, l'Éthiopie pourrait gérer en moyenne 24,1% d'inflation. Certaines économies dont la croissance n'est pas attendue extraordinaire, devraient cependant composer avec une inflation moyenne explosive : le Zimbabwe (120,4%), le Soudan (78,7%), la Sierra Leone (24%) ou encore le Ghana (19,5%).

En Afrique centrale en général, l'inflation devrait être plutôt maîtrisée, sauf à Sao Tomé et Príncipe (11,3%), tandis que la Guinée équatoriale devrait rester en récession (-7,5% en moyenne sur les deux ans).

En termes de balance du compte courant et de solde budgétaire, le continent devrait faire mieux avec un déficit moyen respectif de 1,6% -grâce à une amélioration des balances commerciales résultant d'une hausse des exportations de produits

de base- et de 4,3%, grâce à une meilleure performance des recettes. Sur ces deux indicateurs, l'Angola, la RDC, Djibouti, l'Érythrée, le Soudan du Sud et le Zimbabwe devraient s'en sortir avec des excédents sur les deux années.

L'Est, l'Ouest et le Centre mènent globalement le jeu Dans le découpage sous-régional, l'Afrique australe est celle qui présente le moins de solidité sur la période, tandis que l'Afrique de l'Est dispose des agrégats les plus solides, avec une croissance pronostiquée au-dessus de 5%, quand l'Afrique de l'Ouest et Centrale devraient être au-dessus de 4%. Idem pour le Nord qui pourrait cependant fléchir 3,4% en 2024.

Au regard de ces données, le président de la BAD, Akinwumi Adesina a une nouvelle fois appelé à « l'unité » des pays africains et de leurs partenaires, afin de tirer parti de ces « bonnes perspectives » pour favoriser l'atteinte des objectifs de développement.

La Tribune Afrique





MINISTÈRE DU NUMÉRIQUE  
ET DE LA DIGITALISATION  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 120 Cotonou  
BENIN  
Tel : +229 21 31 22 27

## AVIS DE RECRUTEMENT

Réf : N° 008.../MND/PITN2R/SGF/SPM du 16 JAN 2023

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales (PITN2R) financé par la Banque mondiale, il est envisagé le recrutement d'un (01) Spécialiste en Finance Numérique (SFN).

### I. Description du poste

#### > Responsabilités

Placé(e) sous l'autorité directe du Coordonnateur de l'Unité de gestion du projet, le/la spécialiste en finance numérique aura pour responsabilité la coordination de la mise en œuvre de la sous-composante 2.1. A ce titre, il/elle devra assurer la bonne exécution des activités de cette sous-composante selon les budgets alloués, les délais prévus et les procédures en vigueur. Il/elle contribuera ainsi à l'élaboration des plans de travail et budget annuels (PTBA). Il/elle contribuera à préparer les réunions du comité de pilotage du projet et à la rédaction des rapports périodiques devant être produits par le projet. Il/elle participera aux réunions périodiques de suivi de l'Unité de gestion du projet.

De manière spécifique, conformément aux activités prévues au titre de la sous-composante 2.1, le/la spécialiste en finance numérique aura pour tâches principales de s'assurer du suivi de toutes les activités d'inclusion financière. Ceci inclus les activités ci-dessous sans être exhaustif :

- procéder à la sélection et à la signature de conventions de partenariats avec des Institutions financières et les EME (Emetteurs de Monnaie Electronique) pour le développement d'une offre de services financiers numériques adaptée aux besoins (actuels et futurs) des cibles du PITN2R ;
- Coordonner toutes les activités relatives à la mise en place d'une plateforme partagée de finance numérique pour les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ;
- élaborer et faire procéder à la signature des conventions de partenariat avec ces institutions financières dans le cadre de l'exploitation de la plateforme partagée de finance numérique et en effectuer le suivi ;
- coordonner les activités pour le développement de la plateforme partagée de finance numérique et des API qui faciliteront les interconnexions entre différentes plateformes et SIG des institutions financières (connexion bilatérale, utilisation d'agrégateurs...) en fonction des besoins et opportunités du marché en général et des zones d'intervention du projet en particulier de même qu'en déterminer les modalités de mise en œuvre et en assurer le suivi ;
- procéder au recrutement et au suivi des activités des firmes ou consultants devant fournir de l'assistance technique pour le développement de services financiers numériques par les institutions financières partenaires, et pour le marketing de ces nouveaux produits et services.
- coordonner les activités relatives à l'acquisition d'équipements de paiement numérique pour les détaillants concernés dans les chaînes de valeur ;
- définir et lancer les appels à propositions pour le recrutement des firmes devant accompagner le processus de digitalisation de ces paiements, contribuer à leur sélection et effectuer le suivi de leurs prestations ;
- procéder au recrutement et au suivi des travaux des firmes ou de consultants en vue 1) de la réalisation de campagnes de formation, sensibilisation en éducation financière et à l'utilisation des services financiers numériques dans les zones rurales.

#### > Profil requis

Le candidat doit répondre au minimum aux qualifications définies ci-dessous :

#### Niveau d'éducation :

- Disposer d'un Master (BAC +5) en économie, finance, administration publique/d'affaires, technologie ou dans une discipline connexe.

#### Expériences et Qualifications :

- Disposer d'une expérience minimum de sept (07) années en inclusion financière ou en services numériques avec au moins 3 années dans la mise en place de services financiers numériques ;
- Avoir une bonne connaissance de l'environnement UEMOA (cadre réglementaire des services financiers numériques, systèmes et moyens de paiement) ;
- Disposer d'une excellente capacité à gérer des projets et faire du reporting ;
- Avoir une bonne compréhension des enjeux de la finance numérique (banque à distance, mobile money, mobile banking, etc.) et de l'autonomisation économique des populations à faible revenu ;
- Avoir une bonne compréhension de l'architecture des systèmes et des plateformes de mobile money au niveau des entreprises de télécommunications et des institutions financières ;
- Disposer d'une expérience avérée et vérifiable en développement de projets en finance numérique (projets de développement ou projets d'opérateurs de monnaie électronique ou sociétés de conseils en inclusion financière numérique) serait un atout
- Une parfaite maîtrise du français est requise. La maîtrise de l'anglais serait un atout.

### II. LIEU D'AFFECTATION

Le candidat recruté sera affecté au siège du Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales (PITN2R), sise au 2<sup>ème</sup> étage de l'Espace Marie Stella situé derrière la clôture de l'aéroport, route des pêches.

Toutefois, il sera disponible à effectuer des missions hors de Cotonou dans le cadre des activités du Projet.

### III. CONDITIONS D'EMPLOI

#### 1. Durée du contrat

Le contrat est un contrat à durée déterminée, d'un an, assorti d'une période d'essai de 3 mois, renouvelable sur la base d'une évaluation de la performance du/de la spécialiste jugée satisfaisante par le Coordonnateur. En cas de renouvellement, la durée d'exécution du contrat ne peut dans tous les cas dépasser la durée d'exécution du Projet.

#### 2. Eligibilité

Le (la) candidat(e) retenu(e) aura un statut de consultant. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le - Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) - de Juillet 2016, révisés en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020, qui précisent que les représentants du gouvernement et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'experts d'un bureau de consultants uniquement lorsque (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur.

Il reste entendu que le recrutement d'un candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions de la clause 3.23 d) du - Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) - de Juillet 2016, révisés en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020, qui précisent que les représentants du gouvernement et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'experts d'un bureau de consultants uniquement lorsque (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur.

### IV. CONFLIT D'INTERET

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêts, c'est-à-dire ne pas être propriétaire ou être partie prenante dans les entreprises susceptibles d'être intéressées par les appels d'offres et les consultations qui résulteront des contrats financés par le Projet.

### V. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation signée du candidat, adressée au Coordonnateur du PITN2R ;
- Un Curriculum Vitae complet, détaillant au mieux l'expérience du candidat pour le poste ;
- Les preuves des expériences acquises mentionnées sur le CV, notamment les copies des attestations et certificats de travail ou tout autre document pouvant servir de preuve ;
- Une copie du ou des diplôme (s) requis, certificats et attestations de formation ;
- La copie d'une pièce d'identité en cours de validité

NB : Le Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales se réserve le droit de réclamer les originaux aux fins de vérification.

### VI. DEPOT DU DOSSIER

Le dossier de candidature devra être sous pli fermé avec la mention - Candidature au poste de Spécialiste en Finance Numérique du PITN2R - et sera déposé au plus tard, le mardi 31 janvier 2023 à 12h00 (heure de Cotonou), au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales (PITN2R), sise au 2<sup>ème</sup> étage de l'Espace Marie Stella situé derrière la clôture de l'aéroport, route des pêches, ou par mail en fichier unique PDF à l'adresse : [recrutement\\_pitn2r@gouv.bj](mailto:recrutement_pitn2r@gouv.bj)

### VII. SELECTION

Le processus de sélection se fera en trois (03) étapes qui sont :

- La présélection des candidats sur étude de dossiers en vue de l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission ;
- La sélection du candidat qui interviendra après un entretien avec les candidats présélectionnés sur la liste restreinte approuvée par la Banque mondiale ;
- La négociation du contrat de travail avec le/la candidat (e) retenu (e) à l'issue de l'entretien.

Le Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales se réserve le droit de ne pas donner suite à l'avis de recrutement, sans préjudice aucun.

NB : Seuls les candidats présélectionnés sur dossier seront invités à prendre part à la phase d'entretien.

Cotonou, le 16 JANVIER 2023  
Le Coordonnateur  
Gaspard DATONDJI  
Coordonnateur par intérim



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
Tél : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org)

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

#### Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation :** Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

**NB :** la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal  
des décideurs**



## Epargne

# Comment économiser de l'argent au quotidien ?

**E**conomiser au quotidien ne dépend que de vous, et nous vous proposons dans cet article quelques conseils qui vous faciliteront la tâche. L'inflation augmente chaque mois et il est de plus en plus difficile d'économiser au quotidien. Pourtant, il existe quelques astuces très simples à mettre en place dans votre vie de tous les jours pour arriver à dépenser moins.

### Évitez le gaspillage alimentaire

La planification et l'organisation sont essentielles pour économiser sur les achats de nourriture et pour éviter le gaspillage. Si vous planifiez vos repas en établissant un menu hebdomadaire, vous aurez une meilleure vue d'ensemble des aliments que vous allez effectivement consommer. Outre le fait de conserver correctement chaque aliment, il est intéressant de faire une sorte d'inventaire ou de revoir régulièrement les stocks de produits que vous avez dans les placards. A cette occasion, revoyez également les durées de consommation et les dates de péremption recommandées. De cette façon, vous évitez de dépasser la date d'expiration et ferez quelques économies sur les achats de denrées alimentaires. Enfin, pour éviter le gaspillage dans les commerces ou les grandes surfaces, il existe des applications qui permettent d'acheter des lots de produits invendus, proches de leur date de péremption ou dont l'emballage est abîmé. Pour cela, jetez un coup d'œil aux applications mobiles comme TooGoodToGo ou Phenix.

Méfiez-vous des offres commerciales et réductions. Nous achetons souvent de manière impulsive, alors que nous n'avons pas de réel besoin derrière. Avant de dépenser, demandez-vous pourquoi. Les allées des supermarchés, l'emballage et les offres commerciales des aliments sont conçus pour nous inciter à acheter. Si nous faisons des achats sans avoir un objectif défini en fonction de nos besoins réels de consommation, il est très facile de tomber dans des achats inutiles et de dépenser plus que nécessaire. Pour éviter de tomber dans ce piège, nous vous recommandons de



faire une liste détaillée de vos courses, qui se base sur vos menus hebdomadaires.

### Utilisez les applis de vente de seconde main ou de troc vestimentaire

Faire des économies sur les vêtements n'est pas aussi compliqué qu'il n'y paraît. De nos jours, vous pouvez obtenir des vêtements abordables en achetant en ligne, dans des magasins d'usine ou des boutiques d'occasion. Il existe de nombreuses friperies qui proposent des vêtements d'occasion d'excellente qualité et presque neufs. Si vous allez au centre commercial avec vos amis, vous allez probablement flâner dans les boutiques, essayer des vêtements qui vous plaisent et vous laisser emporter par l'excitation du moment. Le manque de planification entraîne des achats compulsifs, dont vous n'avez pas réellement besoin. Essayez plutôt de faire un inventaire de ce que vous avez déjà, afin d'identifier les produits qui vous manquent. Enfin, il existe une application pour smartphone de vente de vêtements de seconde main : Vinted. C'est un concept de vente entre particuliers, tout comme LeBonCoin, qui vous permet d'acheter des vêtements en très bon état et moins cher que le neuf.

### Privilégiez les transports en commun ou le covoiturage

L'essence étant de plus en plus chère, il n'est pas forcément intéressant de prendre la voiture pour les petits trajets. Faire du vélo, marcher et utiliser les transports en commun sont des solutions pour économiser

au quotidien. L'option du covoiturage se révèle également économique, autant pour les conducteurs que pour les passagers. Pour cela, l'application française Blablacar propose une solution clé en main.

### Optimisez la consommation de vos équipements d'intérieur

En hiver, il suffit de maintenir la température à 20°C. Chaque degré supplémentaire augmente la consommation de 10 %. La nuit, ou si vous vous absentez pendant de longues heures, baissez le thermostat. Une option rentable est la pompe à chaleur, qui consomme 30 % de moins qu'un radiateur. Utilisez pleinement la capacité du lave-linge : les vêtements se détériorent davantage avec le frottement. Et utilisez la température optimale : 40° pour les vêtements de couleur, 60° pour les blancs, et 90° uniquement pour les vêtements très sales. N'oubliez pas que le lave-vaisselle permet d'économiser 30 litres d'eau par jour (environ 35 € par an) par rapport à une vaisselle faite à la main. Vous pouvez aussi contrôler vos dépenses en adoptant des gestes simples : n'allumer les lumières que lorsque nécessaire (nous gaspillons environ 60 euros par an en lumières inutiles), profiter au maximum de la lumière naturelle et utiliser des ampoules économiques, de type LED. Peindre les murs de votre logement dans des couleurs claires permet de mieux illuminer votre intérieur et ainsi économiser au quotidien. Enfin, débrancher les multiprises et le wifi la nuit permet aussi de réduire votre consommation.

20minutes

## Céréales

# La Roumanie détrône l'Ukraine pour devenir le second fournisseur de blé à l'Egypte en 2022



**L'**Egypte est le premier importateur mondial de blé. Face à l'opportunité économique que représente ce marché, les principaux fournisseurs mondiaux se livrent une rude concurrence pour y gagner des parts. En 2022, l'Ukraine a perdu sa place de second exportateur de blé à l'Egypte au profit de la Roumanie. Dans le sillage de la guerre avec la Russie ayant démarré le 24 février dernier et qui a endommagé ses capacités logistiques, le pays n'a envoyé que 845 587 tonnes de la céréale, soit environ 9 % du total des importations de l'Egypte contre 21 % un an plus tôt selon des données relayées par Reuters. Pendant ce temps, la Roumanie expédiait 1,3 million de tonnes de blé, ce qui représente 13,6 % des achats totaux du pays africain.

Dans l'ensemble, les importations de blé de l'Egypte ont chuté de 18,7 % à 9,5 millions de tonnes en raison de la hausse globale des prix et des problèmes d'accès aux devises étrangères rencontrés par le secteur privé. En dépit de ce contexte, il faut souligner que la Russie a réussi à faire passer sa part dans les importations totales du pays à 57 % contre 50 % un an plus tôt même si les volumes ont reculé d'une année sur l'autre à 5 millions de tonnes (- 6,7 %). Selon les analystes, cette domination sur le marché égyptien devrait encore se renforcer cette année avec la récolte record de blé attendue en Russie qui devrait encore améliorer la compétitivité de sa céréale qui est déjà la moins chère du monde en dépit de la hausse des primes d'assurance pour le transport sur la mer Noire. L'ex-URSS a d'ailleurs remporté récemment un appel d'offres égyptien portant sur la livraison de 40 000 tonnes de la graminée. « Le prix est le premier déterminant du choix. Nous lançons des appels d'offres, nous vérifions les coûts franco à bord, les prix du fret et nous achetons, quelle que soit l'origine », souligne Ali Moselhy, ministre de l'Approvisionnement. Pour rappel, l'Egypte consomme annuellement près de 20 millions de tonnes de blé.

## Kenya

# La Banque centrale prévoit une accélération de la croissance économique en 2023, à 6,2%

**L**es prévisions de la Banque centrale sont plus optimistes que celles de la Banque mondiale, qui s'attend à ce que les baisses attendues des exportations horticoles et de la fréquentation touristique pèsent sur les performances de la première économie d'Afrique de l'Est. Le gouverneur de la Banque centrale kényane, Patrick Njoroge, a estimé mardi 17 janvier que la croissance du PIB du pays devrait s'accélérer pour s'établir à 6,2% en 2023, contre 5,6% en 2022. « Nous nous attendons à obtenir une croissance respectable cette année », a-t-il souligné dans un entretien accordé à Bloomberg en marge de sa participation au Forum économique mondial de Davos. M. Njoroge a expliqué la résilience de l'économie kényane par sa diversification et sa faible exposition aux perturbations économiques qui secouent le monde. « Nous sommes très locaux ou régionaux en termes de partenaires commerciaux », a-t-il fait savoir. Le gouverneur de la Banque centrale kényane a d'autre part révélé que les autorités comptent recourir à des emprunts extérieurs « mesurés » durant l'exercice en cours afin de remédier aux vulnérabilités de la dette et d'en assurer la viabilité. Le Kenya est classé par le Fonds monétaire international (FMI) comme pays présentant un risque élevé de surendettement. Sa dette publique a atteint 900 milliards de shillings (72 milliards \$) à fin novembre dernier, selon les données de la Banque centrale. Dans son dernier rapport « Kenya Economic Update (KEU) » publié le 8 décembre dernier, la Banque mondiale avait estimé que la croissance de l'économie kényane devrait ralentir légèrement sur le moyen terme pour s'établir à 5 % en 2023 et à 5,3 % en 2024, contre une estimation de 5,5 % en 2022. L'institution a expliqué ce ralentissement par les reculs prévus des exportations horticoles et de la fréquentation touristique dans un contexte de baisse des performances des économies développées.



## Cacao

# Les marchés de Londres et de New York anticipent une baisse des prix à court terme

**E**n 2022, le cacao a été l'une des rares matières premières agricoles ayant affiché un gain annuel. Pour la nouvelle année, les spéculations vont bon train sur la situation des cours de la fève à moyen et long terme dans un contexte d'incertitudes économiques sur le plan mondial. Dans son dernier rapport pour le mois de décembre 2022, l'Organisation internationale du cacao (Icco) a attiré l'attention sur une augmentation inhabituelle des contrats de vente à découvert sur les principales places de trading de la matière première au cours des trois premiers mois de l'année cacaoyère 2022/2023. A Londres, le nombre de ces transactions a augmenté de 50 % sur le dernier trimestre, pour atteindre 90 897. A New York, la progression était de 26 %. Si l'Icco ne donne pas d'explications sur les raisons d'une telle tendance, la progression des ventes à découvert de la part des opérateurs pourrait illustrer une anticipation des prix à la baisse par les traders en raison de la croissance des exportations de fèves en provenance des deux premiers producteurs mondiaux. Si en Côte d'Ivoire, une grève des dockers a perturbé le flux de fèves entre la fin octobre et le début du mois de novembre, l'Icco souligne qu'au 8 janvier dernier, 1,34 million de tonnes de cacao ont été livrées vers les ports ivoiriens, soit une hausse de 11,6 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Ecofin du 19 Janvier 2023



**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

jeudi 19 janvier 2023

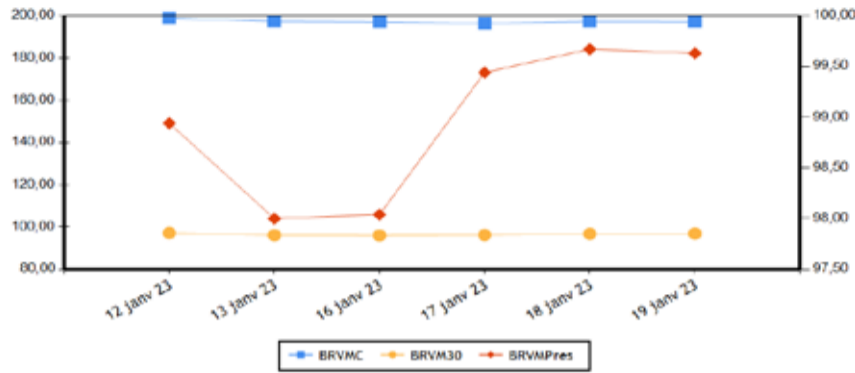
N° 14

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>197,14</b>
Variation Jour	-0,06 % ↓
Variation annuelle	-2,99 % ↓

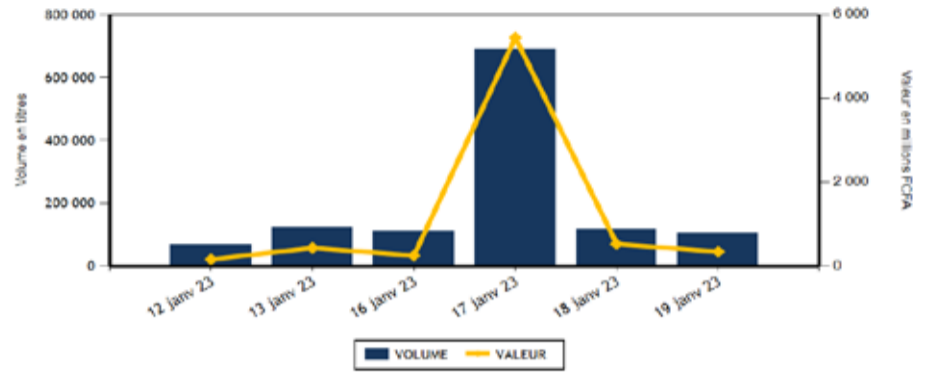
<b>BRVM 30</b>	<b>96,92</b>
Variation Jour	0,11 % ↑
Variation annuelle	-3,08 % ↓

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>99,63</b>
Variation Jour	-0,04 % ↓
Variation annuelle	-0,37 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 334 266 008 330	-0,06 %
Volume échangé (Actions & Droits)	105 703	-9,09 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	340 428 890	-34,17 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	0,00 %
Nombre de titres en baisse	9	-40,00 %
Nombre de titres inchangés	18	50,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	5 750	7,48 %	1,41 %
UNIWAX CI (UNXC)	800	6,67 %	3,90 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	660	6,45 %	-2,22 %
SAPH CI (SPHC)	5 060	5,42 %	1,30 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 645	3,45 %	1,31 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	99,63	-0,04 %	-0,37 %	73 784	211 675 605	5,90
BRVM-PRINCIPAL	36	95,70	0,09 %	-4,30 %	31 919	128 753 285	9,41

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,10	-2,88 %	-6,83 %	1 160	4 856 220	24,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	479,28	-0,29 %	-2,03 %	21 422	242 576 585	8,83
BRVM - FINANCES	15	73,24	0,60 %	-3,01 %	71 272	60 201 455	6,89
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	0,00 %	-6,63 %	1 530	1 991 785	5,08
BRVM - AGRICULTURE	5	280,94	3,80 %	-0,92 %	4 536	22 405 565	5,45
BRVM - DISTRIBUTION	7	336,60	-1,59 %	-6,12 %	5 489	8 107 690	24,65
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 215,37	0,00 %	3,68 %	294	289 590	11,83

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,90
Taux de rendement moyen du marché	7,79
Taux de rentabilité moyen du marché	8,84
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	112
Volume moyen annuel par séance	545 625,00
Valeur moyenne annuelle par séance	914 738 551,54

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,11
Ratio moyen de satisfaction	20,74
Ratio moyen de tendance	666,44
Ratio moyen de couverture	15,01
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,76
Nombre de SGI participantes	27

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@sgi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgjifs@biic-financialservices.com





AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS  
ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

CERTIFIÉE ISO 9001 : 2015

Cotonou, le 13 JAN 2023

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'AGREMENT  
DES PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DE L'ARCEP BENIN AU  
TITRE DE L'ANNEE 2023**

N° 001/ARCEP/SE/PRMP/SPMP/2023

- 1- Travaux de BTP ;
- 2- Achat de consommable informatiques ;
- 3- Achat de matériels et fournitures de bureau ;
- 4- Achat de produits d'entretien ;
- 5- Gardiennage ;
- 6- Prestation de transit ;
- 7- Travaux d'imprimerie et de sérigraphie ;
- 8- Communication et événementiel ;
- 9- Câblage réseau informatiques et système de sécurité, vidéosurveillance, contrôle d'accès, détection d'incendie ;
- 10- Achat de mobilier et matériel de bureau ;
- 11- Achat de matériels électriques ;
- 12- Equipements informatiques et accessoires, petits matériels et outillages ;
- 13- Entretien et réparation de matériels roulants ;
- 14- Maintenance de matériels informatiques et électriques ;
- 15- Etude, assistance, appui-conseils et autres services de consultants ;
- 16- Fourniture de pièce détachées, pneumatiques et batteries ;
- 17- Maintenance de bâtiment/Froid/électricité/groupe électrogène
- 18- Diverses entretiens et réparations (menuiserie, serrurerie, plomberie, etc)

1. L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) lance dans le cadre de la satisfaction de ses besoins au titre de l'exercice budgétaire 2023, la constitution de son répertoire de prestataire et fournisseurs agréés pour la passation des marchés (de travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles) par procédures de demande de cotation et de consultation de prestataires.

2. Par le présent avis, la Personne Responsable des Marchés Publics de l'ARCEP BENIN sollicite à cet effet et conformément aux dispositions réglementaires en matière de commande publique en République du Bénin, les demandes d'agrément des candidats intéressés.

3. Cet avis à manifestation d'intérêt est ouvert à toutes personnes morales et physiques non frappées par les dispositions des articles 61, 62 et 121 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code de marchés publics en République du Bénin et spécialisées dans le ou les domaines d'activités choisis (s).

4. Tout candidat éligible et intéressé par le présent avis est invité à fournir :

a) Pour les personnes morales :

- une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée précisant au plus **trois (03) domaines d'activités** en lien avec les activités figurant dans le registre de commerce ou les statuts du candidats (**éliminatoire**) ;
- la copie du **registre de commerce et des statuts** le cas échéant ;
- la copie de l'**attestation de non-faillite** datant de moins de **trois (03) mois** à la date du dépôt des offres ;



- la copie des **attestations fiscales et CNSS** datant de moins de **six (06) mois** à la date du dépôt des offres. Les soumissionnaires étrangers devront fournir lesdites attestations ou celles équivalentes du pays où ils sont immatriculés en conformité avec leur législation ;
- la copie de l'attestation d'immatriculation (IFU).

b) Pour les personnes physiques (consultant individuel) :

- une lettre de manifestation d'intérêt datée et signée précisant au plus **trois (03) domaines d'activités (éliminatoire)** ;
- le Curriculum Vitae (CV) daté et signé du Consultant ;
- la copie de l'attestation d'immatriculation (IFU) ;
- la copie d'une pièce d'identité en cours de validité.

5. Les domaines courants pour les besoins de l'ARCEP BENIN concernent les prestations et fournitures déterminées ainsi qu'il suit :

6. Chaque demande d'agrément rédigée en **langue française** (précisant le ou les domaines (s) de prestation) et accompagnée des pièces suscitées devra être **envoyé en version numérique sous format PDF** à l'adresse email : [spmp@arcep.bj](mailto:spmp@arcep.bj), au plus tard le ;.....**26 JAN. 2023**.....à **12 heures précises**.

Pour tout renseignement complémentaire, contacter le Secrétariat Permanent des Marchés Publics de l'ARCEP BENIN, sis au 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble KOUGBLENOU-MAESK HOUSE, Zone OCBN, lot 531, 01BP2034 Cotonou, Tél : +229 21 31 91 65 .

NB :

- 1) Les entreprises ou prestataires qui ne précisent pas dans leur lettre de manifestation d'intérêt, les domaines dans lesquels ils sollicitent l'agrément ne seront pas pris en compte ;
- 2) Les domaines choisis doivent être en lien avec le registre de commerce ou statut (pour les personnes morales) et avec les expériences/ qualifications (pour les personnes physiques ou consultants individuels).

La Personne Responsable des Marchés  
Publics,

Géoffroy Adérola ATCHOKOSI





HEUREUSE  
ANNÉE 2023

HAPPY  
NEW YEAR 2023



## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion**

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"  
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83  
Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site : www.leconomistebenin.com

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**  
Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**  
Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**  
Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**  
Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

**Secrétaire de rédaction**  
Abdul Wahab ADO  
(66656265)

**Rédacteurs**  
Nestor DEHOUNDJI  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)  
Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

**Raoul Gandaho**  
(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

**Rock AMADJI**  
(Correspondant Zou-Collines)

**Emmanuel AKAKPO**  
(Br Atacora-Donga)

**Issa SIKITI DA SILVA**  
(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

**Franck Vial, correspondant France**  
de l'Economiste du Bénin  
Tel +330671790990  
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**  
Rigel BATCHO  
(69190880)

**Graphiste**  
Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)



## Enseignement technique et professionnel au Bénin

## Dr Zul-Kifl Salami pour l'accélération des travaux de construction à l'UNSTIM d'Abomey

(La vision du président Patrice Talon pour des travaux excellents et rapides en marche)

Le gouvernement du Bénin a remis le site au groupe Séquence CMM le mardi 13 décembre 2022 pour la construction d'infrastructures à l'Université nationale des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (UNSTIM). En vue de s'assurer de la qualité des travaux et du respect des délais contractuels, le Chargé de mission du président Patrice Talon et Membre du Conseil de Gouvernance de l'AATB (Groupe de la Banque Islamique de Développement), Dr Zul-Kifl Salami a initié une réunion technique avec les parties prenantes notamment le groupe Séquence CMM et l'Agence pour la construction des infrastructures du secteur de l'éducation (ACISE). Le financement global accordé par la BADEA à l'UNSTIM et à l'Université Nationale Agricole (UNA) s'élève à environ 23 milliards de FCFA.

● Falco VIGNON

Les travaux de construction de plusieurs infrastructures sur le site de l'UNSTIM d'Abomey ont réellement démarré et seront achevés dans 14 mois environ. En effet, après la réunion technique suivie de la visite du chantier, la délégation conduite par le ministre d'Etat Dr Zul-Kifl Salami est tombée d'accord avec le groupe Séquence CMM en charge des travaux que le délai de 15 mois annoncé sera rigoureusement respecté. Selon le chargé de mission du chef de l'Etat, il est très important que les travaux de ce projet s'illustrent autant par leur qualité que leur célérité. Ce qu'a expliqué Dr Zul-Kifl Salami aux participants de cette réunion technique : « Donc il est important pour nous de réussir ce projet, qui sera encore qu'on le veuille ou pas, un jalon dans notre coopération avec la BADEA. Si la BADEA a pris le parti de financer le secteur éducatif et particulièrement l'enseignement technique et professionnel au Bénin, c'est parce que les autorités de la BADEA ont pris la mesure du rôle de l'éducation notamment de l'enseignement technique et professionnel dans le développement. Si nous réussissons à exécuter correctement les projets que finance la BADEA, il est évident que nous allons nous inscrire comme des pionniers dans les archives de la BADEA qui sera tout

à fait volontaire pour nous accompagner davantage toujours dans le secteur de l'enseignement supérieur, technique et professionnel, parce qu'ils tiennent absolument à ce qu'il y ait des exemples, ce qu'on appelle des success stories qui justifient un peu leurs propres stratégies d'intervention ». Les participants à cette réunion étaient issus de l'Acise et de Séquence CMM. Pour le compte de l'Acise, il y avait le Directeur technique Prudence CAKPOSSE, le C/PAUU Léon SEZAN et le chef projet Edmond DAVAKAN. Quant au groupe Séquence CMM, il était représenté par le chef projet Maurice Houéssou et Clément Ahouandjino. L'équipe rectorale de l'UNSTIM d'Abomey était composée, à cette occasion, du recteur, Pr Joachim GBENOU, le conseil rectoral composé du vice-recteur chargé des affaires académiques, Edmond Codjo Adjovi, du vice-recteur en charge de la coopération Thierry GODJO, de la Secrétaire générale Alexandrine HOUINATO et de l'Aide-comptable Pachelie AKPLO. L'UNSTIM compte plus de 4700 étudiants répartis sur quatre sites au Bénin. Le projet de construction des infrastructures sur tous les sites de l'Unstim est financé à 91,5% par la BADEA soit 23 milliards FCFA conjointement avec l'UNA et 8,5% par le budget national. Il faut noter que les infrastructures sur le site de l'UNSTIM d'Abomey s'étendront sur 20% du domaine qui est de



30 hectares avec un coût de réalisation de 9 milliards 70 millions FCFA. Les infrastructures sur le site d'Abomey comprennent : rectorat (bureaux, salles de réunions et dépendance) ; bloc UNSTIM (bloc pédagogique, bibliothèque, salle informatique, bloc administratif) ; dortoir (R+3 pour étudiants avec capacité de 300 lits) ; restaurant pour étudiants ; infirmerie ; locaux annexes (deux guérites : une principale et une secondaire) ; locaux techniques ; voies pavées et espaces verts ; parkings (couvert et non couvert), etc. Dr Zul-Kifl Salami, chargé de mission du Président de la République vulgarise la vision du président Patrice Talon pour des travaux excellents et rapides. Le chargé de mission du président Patrice Talon a renseigné sur le bien-fondé de cette réunion technique. « J'ai tenu à venir ici, après la remise du site, pour voir comment le projet décolle réellement. Ce projet est financé par la BADEA comme vous le savez. Il importe donc de rendre un vibrant hommage à cette ins-

titution internationale qui apporte une réelle valeur ajoutée à notre développement en étant le pionnier du financement de l'enseignement technique et professionnel au Bénin. Comme vous le savez, la BADEA finance l'Enset qui est déjà pratiquement terminé... La BADEA finance également l'Institut de Mathématiques et de sciences de Dangbo, l'Université nationale d'Agriculture et enfin l'Unstim, la liste est longue », a-t-il précisé. Pour lui, « c'est le moment aussi de rendre un vibrant hommage au chef de l'Etat, son Excellence Patrice Talon pour la pertinence de sa vision dans le secteur éducatif et plus particulièrement dans le sous-secteur de la formation technique et professionnelle. En effet, à travers la formation des ingénieurs, des agents de maîtrise, des techniciens supérieurs et autres ouvriers spécialisés, la formation technique et professionnelle porte la croissance économique, et au-delà, le développement socio-économique en général. Cette corrélation souligne élo-

quemment le bien-fondé de la vision énoncée par le chef de l'Etat. Les investisseurs notamment dans l'industrie, l'agro-industrie et l'économie numérique ont besoin de cette masse critique de ressources humaines pour s'installer dans notre pays. C'est dire toute l'importance et toute la portée de cette infrastructure pédagogique que constitue l'Université Nationale des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques ». Le recteur de l'UNSTIM d'Abomey a saisi l'opportunité de cette séance de travail pour renseigner la délégation conduite par le ministre d'Etat Dr Zul-Kifl Salami sur la disponibilité du conseil rectoral à jouer pleinement sa partition dans le processus de réalisation de ces infrastructures. « Nous sommes très contents de la séance de travail. Nous vous remercions, monsieur le chargé de mission et vous prions de transmettre nos sincères remerciements au chef de l'Etat, son excellence le président Patrice Talon sans oublier les cadres de l'Acise pour le travail élogieux qu'ils abattent. Nous vous promettons, mon conseil rectoral et moi, de suivre au jour le jour l'évolution des travaux et d'informer l'Acise au cas où il serait opportun si nous remarquons que quelque chose ne va pas. Nous veillerons à ce que les travailleurs du groupe Séquence CMM ne manquent de rien et soient dans les meilleures conditions et surtout à ce que les travaux

évoluent vite et que les infrastructures soient livrées dans les délais », a renseigné Pr Joachim GBENOU. A sa suite, le représentant du groupe Séquence CMM a rassuré les participants de leur engagement à respecter les termes de leur contrat. « Nous savons la valeur de ce projet pour le Bénin et le gouvernement notamment son caractère hautement social. Nous nous engageons à travailler d'arrache-pied pour non seulement respecter le délai contractuel mais aussi réaliser des infrastructures de qualité comme nous le faisons toujours... Nous ne faillirons pas car nous comptons sur notre expertise et nos expériences qui ne sont plus à prouver pour vous satisfaire... Merci à vous monsieur le chargé de mission du chef de l'Etat. Nous voudrions que vous rassuriez le chef de l'Etat et la BADEA de ce que les infrastructures que nous réalisons seront à la hauteur de leurs attentes autant sur le plan de la qualité que sur celui de la durée d'exécution », a fait savoir Maurice Houéssou. « Nous sommes rassurés de l'engagement indéfectible pris par l'entreprise CMM/Séquence chargé des travaux. Enfin nous rassurons Son Excellence Monsieur le Président de la République que, fort du planning actualisé les travaux de construction seront menés au pas de charge pour une conclusion dans 15 mois à la grande satisfaction de la BADEA cofinancier du Projet aux côtés du Gouvernement », a-t-il ajouté.

## Togo

## Le gouvernement veut durcir les sanctions contre les auteurs de faux billets

À Togo, le gouvernement durcit le ton contre les faux-monnayeurs. C'est ce qui transparaît du dernier Conseil des ministres, hier mercredi 18 janvier 2022, où l'exécutif a adopté un avant-projet de loi sur la répression du faux-monnayage, et d'autres atteintes aux signes monétaires dans les Etats membres de



l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine). Il s'agira notamment de mieux punir ceux qui émettent des faux billets et des contrefaçons de signes monétaires de toute sorte, sur le territoire. « Ce texte fixe les incriminations et les sanctions relatives au faux monnayage en prenant en compte les agissements tels que la contrefaçon et la falsifica-

tion de billets. », explique le communiqué du conseil. Le texte « détermine également la responsabilité pénale des personnes physiques et des personnes morales, le régime des peines applicables et les pouvoirs de la BCEAO en matière de centralisation des signes monétaires saisis. » Rappelons que l'émission et la diffusion de monnaie,

le franc CFA, sont sous l'égide de la Banque centrale (BCEAO). L'institution et les pays membres doivent cependant faire face à des cas de falsification çà et là. En septembre dernier, par exemple, un réseau de faux-monnayeurs avait été appréhendé par la police togolaise, à Lomé.

Togo First



Perspectives économiques en 2023

# La Banque mondiale revoit à la baisse la croissance mondiale

(1,7 % projetée contre 3 % annoncée, six mois en arrière)

Selon les dernières Perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale, la croissance marque fortement le pas sous l'effet de l'inflation, de la hausse des taux d'intérêt, de la diminution des investissements et des perturbations causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Compte tenu de la précarité de la situation économique, toute nouvelle évolution défavorable — comme une inflation plus élevée que prévu, une hausse brutale des taux d'intérêt pour la contenir, une résurgence de la pandémie de COVID-19 ou une escalade des tensions géopolitiques — pourrait faire entrer l'économie mondiale en récession. Ce serait la première fois en plus de 80 ans que deux récessions mondiales se produiraient au cours de la même décennie.

La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 1,7 % en 2023, puis à 2,7% en 2024. On anticipe un ralentissement marqué et généralisé, les prévisions étant revues à la baisse pour 95 % des économies avancées et près de 70 % des économies de marché émergentes et en développement.

Au cours des deux prochaines années, la croissance du revenu par habitant dans ces économies devrait être de 2,8 % en moyenne, c'est-à-dire un point de pourcentage de moins que la moyenne enregistrée sur la période 2010-2019. En Afrique subsaharienne, qui abrite environ 60 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde, la progression du revenu par habitant pour les années 2023-2024 ne devrait être que de 1,2 % en moyenne, ce qui risque d'entraîner une augmentation de la pauvreté.

« La crise qui menace le déve-

loppement s'aggrave à mesure que les perspectives de croissance mondiale se dégradent, déclare le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. Les économies émergentes et en développement connaissent depuis plusieurs années une croissance en berne en raison d'un lourd endettement et d'investissements insuffisants, car les capitaux mondiaux sont absorbés par les économies avancées confrontées à des niveaux de dette publique extrêmement élevés et à des taux d'intérêt en hausse. La faiblesse de la croissance et des investissements des entreprises aggravera les reculs déjà dévastateurs en matière d'éducation, de santé, de réduction de la pauvreté et d'infrastructures, ainsi que les nécessités liées au changement climatique. »

La croissance des économies avancées devrait chuter de 2,5 % en 2022 à 0,5 % en 2023. Ces deux dernières décennies, des ralentissements de cette ampleur étaient annonciateurs d'une récession mondiale. Aux États-Unis, la croissance devrait tomber à 0,5 % en 2023 ; ce taux, inférieur de 1,9 point de pourcentage par rapport aux prévisions précédentes, constituera la plus faible performance enregistrée par ce pays depuis 1970, en dehors des épisodes officiels de récession. En 2023, la croissance de la zone euro devrait être nulle, ce qui correspond à une révision à la baisse de 1,9 point de pourcentage. La Chine quant

	2020					2021					2022					2023					2024					
	2020	2021	2022a	2023p	2024p	2020	2021	2022a	2023p	2024p	2020	2021	2022a	2023p	2024p	2020	2021	2022a	2023p	2024p	2020	2021	2022a	2023p	2024p	
<b>Monde</b>	-2,2	5,9	2,9	1,7	2,7	8,0	-1,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
<b>Économies avancées</b>	-4,3	5,3	2,5	0,5	1,6	-0,1	-1,7	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
États-Unis	-2,9	5,9	1,9	0,5	1,6	-0,6	-1,9	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
Zone euro	-6,1	5,3	3,3	0,0	1,6	0,8	-1,9	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
Japon	-4,3	2,2	1,2	1,0	0,7	-0,5	-0,3	0,1	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
<b>Économies de marché émergentes et en développement (EMDE)</b>	-1,8	6,7	3,6	3,4	4,1	9,8	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>	1,2	7,2	3,2	4,3	4,9	-1,2	-0,9	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
Chine	2,2	8,1	2,7	4,3	5,0	-1,6	-0,9	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	
Indonésie	-2,1	3,7	5,2	4,8	4,9	0,1	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
Taïwan	-0,2	1,6	2,4	2,7	4,0	2,4	-0,7	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
Europe et Asie centrale	-1,7	6,7	6,2	0,1	2,8	3,2	-1,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	
Fédération de Russie	-2,7	4,9	-3,5	-3,3	1,6	5,4	-1,3	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	
Turquie	1,9	11,4	4,7	2,7	4,0	2,4	-0,5	0,0	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	
Pologne	-2,0	6,8	4,4	0,7	2,2	0,5	-2,9	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	
Amérique latine et Caraïbes	-0,2	6,8	3,6	1,3	2,4	1,1	-0,8	0,0	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	
Brazil	-3,3	5,0	3,0	0,8	2,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Mexique	-0,0	4,7	2,6	0,9	2,3	0,9	-1,0	0,3	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	
Argentine	-8,9	10,4	5,2	2,0	2,0	0,7	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-0,9	3,7	6,7	3,5	2,7	0,4	-0,1	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	
Asie centrale	-4,1	3,2	3,3	3,7	3,3	1,3	-0,1	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	
Iran (Rép. islamique d')	1,9	4,7	2,9	2,2	1,9	-0,8	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
Egypte	3,6	3,3	6,6	4,5	4,8	0,5	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
Asie du Sud	-4,5	7,9	6,1	5,5	5,8	-2,7	-0,3	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	
Inde	-6,6	6,7	6,9	6,6	6,1	-0,6	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
Pakistan	-0,9	5,7	6,0	2,0	3,2	1,7	-2,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	
Bangladesh	3,4	6,9	7,2	5,2	6,2	0,8	-1,5	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	
Asie du Sud-Est	-2,0	4,3	3,4	3,6	3,9	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	
Népal	-1,8	3,6	3,1	2,9	2,9	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
Afrique du Sud	-4,3	4,9	1,9	1,4	1,8	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Argentine	-8,8	8,8	3,1	2,8	2,9	0,0	-0,5	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
<b>Pour mémoire :</b>																										
<b>PIB réel*</b>	-4,3	5,3	2,7	0,6	1,6	0,0	-1,6	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
Pays à revenu élevé	-1,2	6,9	3,2	3,4	4,3	-0,1	-0,8	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
Pays à faible revenu	1,8	5,9	4,2	5,2	6,6	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
EMDE sans la Chine	-3,9	6,7	3,8	2,7	3,6	1,1	-0,7	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
EMDE importations de produits de base	-3,7	4,9	2,8	1,9	2,8	1,6	-0,7	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
EMDE importations de produits de base	-0,4	7,6	3,6	4,1	4,8	-0,8	-0,9	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
EMDE exportations de produits de base, sans la Chine	-0,2	6,8	5,0	3,8	4,5	0,4	-0,7	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	
EM7	-0,4	7,4	3,0	3,5	4,5	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
Monde (différentiel par rapport à la PPP)*	-2,8	6,1	3,1	2,2	3,2	0,0	-1,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	
Valeurs des échanges monétaires*	-0,2	18,6	4,8	1,8	3,4	8,8	-0,7	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	

à elle devrait enregistrer une progression de 4,3 % en 2023, soit 0,9 point de moins que les prévisions précédentes. En excluant la Chine, la croissance des économies de marché émergentes et en développement devrait ralentir de 3,8 % en 2022 à 2,7 % en 2023, en raison d'une demande extérieure nettement plus faible conjuguée à une forte inflation, des dépréciations monétaires, un resserrement des conditions de financement et d'autres difficultés intérieures. Fin 2024, les niveaux de PIB dans les économies émergentes et en développement resteront inférieurs d'environ 6 % aux prévisions antérieures à la pandémie. Par ailleurs, même s'il est probable que l'inflation mondiale se modère, elle demeurera supérieure aux niveaux d'avant la COVID.

Le rapport fournit en outre la première évaluation complète des perspectives à moyen terme de la progression de l'investissement dans les économies de marché émergentes et en développement. Sur la période 2022-2024, l'investissement brut dans ces pays devrait augmenter d'environ 3,5 % en moyenne, soit moins de la moitié des taux observés au cours des deux décennies précédentes. Le rapport suggère aussi aux décideurs politiques différentes options pour accélérer la croissance de l'investissement. « Le niveau peu élevé des investissements est très préoccupant, parce qu'il s'accompagne d'un faible niveau de productivité et d'échanges commerciaux et qu'il assombrit les perspectives économiques globales. Sans une croissance forte et soutenue de l'investissement, il est

tout simplement impossible de faire des progrès significatifs dans la réalisation des objectifs de développement et de lutte contre le changement climatique, souligne Ayhan Kose, directeur de la cellule Perspectives de la Banque mondiale. Les politiques visant à stimuler les investissements doivent être adaptées aux circonstances nationales, mais il faut toujours commencer par mettre en place des cadres budgétaires et monétaires solides et par la mise en œuvre de réformes globales du climat d'investissement. »

Le rapport met également en lumière les difficultés spécifiques de 37 petits États, des pays dont la population est inférieure ou égale à 1,5 million d'habitants et qui ont connu un ralentissement plus marqué et un rebond beaucoup plus limité que les autres économies après la pandémie, en partie à cause des perturbations prolongées du tourisme. Le rapport constate que ces pays subissent souvent des pertes liées aux catastrophes qui représentent en moyenne environ 5 % du PIB par an, ce qui constitue un sérieux obstacle à leur développement économique. Leurs responsables politiques peuvent améliorer les perspectives de croissance à long terme en renforçant la résilience au changement climatique, en encourageant une véritable diversification

économique et en améliorant l'efficacité des administrations publiques. Le rapport appelle la communauté internationale à aider les petits États en maintenant les flux d'aide publique nécessaires pour soutenir l'adaptation au changement climatique et contribuer à rétablir la viabilité de la dette. Perspectives régionales : Asie de l'Est et Pacifique : La croissance devrait remonter modérément





**NOUS SOMMES  
NUMÉRO UN !**



## **Nous sommes la Banque de l'année 2022 au Bénin**

Nous sommes heureux de vous informer que Ecobank a été élue Banque de l'année 2022 au Bénin par le magazine The Banker.

Merci à nos clients, à nos partenaires et à tout notre personnel. Rien n'aurait été possible sans vous, sans votre confiance placée en notre institution. Ce prix est le gage de notre volonté d'être une banque de référence grâce à nos solutions financières innovantes conçues pour vous !

Nous avons gagné ! Pour vous et avec vous.

**Pour plus d'informations, rendez-vous sur [www.ecobank.com](http://www.ecobank.com)**

[ecobank.com](http://ecobank.com)

**Ecobank**  
La Banque Panafricaine